

# COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 13

Bulletin d'information de la **CNGR**  
Coordination Nationale de la **Gauche Républicaine**

## A SAVOIR:

**LA PENTECÔTE EST DURE** à gravir pour Raffarin, dont l'autorité confine désormais à la nullité. De nombreuses collectivités territoriales, certaines à majorité UMP, ont passé outre à la suppression de ce jour de congé, et plusieurs entreprises font de même. Quant aux salariés obligés de travailler le 16 mai, leurs organisations syndicales les invitent à faire grève ou à manifester leur mécontentement face à cette nouvelle mesure de régression sociale prise par le gouvernement. Vous voulez de l'argent pour les anciens ? Taxez donc les superbénéficiaires engrangés l'an dernier par les champions du CAC 40 !

## LA FRANCAFRIQUE PREND FEU

Après la Côte d'Ivoire, c'est aujourd'hui le Togo qui entre dans la tourmente. L'élection présidentielle du 24 avril, entachée de nombreuses irrégularités, a débouché sur des affrontements meurtriers et la propagation d'une vague anti-française, Paris étant accusée de porter à bout de bras le « président élu », Faure Gnassingbé, fils du défunt dictateur Eyadéma. Au cœur des intérêts français au Togo : le phosphate, l'import-export et les trafics en tout genre, y compris sur les titres de la dette du pays africain. En Afrique aussi, Chirac est un visionnaire...

## 3,5 MILLIONS DE MORTS

Selon l'ONG International Rescue Committee, c'est le nombre de victimes qu'auraient fait dix ans de conflits, massacres, épidémies et famines dans les provinces de l'Est de la République Démocratique du Congo (ex-Zaïre). Sans trop émouvoir la communauté internationale, dès lors que les forces armées de l'Ouganda et du Rwanda, qui occupent une partie du territoire de leur voisin, jouissent de l'appui de Washington et de Londres.

**LE SUCRE EUROPEEN VA FONDRE** face à la concurrence du Brésil et d'autres pays exportateurs. En effet, l'OMC a confirmé en appel que les subventions accordées par l'Union Européenne à ses producteurs étaient en grande partie illégales. Selon la Banque Mondiale, la libéralisation du marché du sucre annoncée par cette décision entraînera une diminution de 34% des exportations européennes.

## EDITO: LA DEFERLANTE

On l'attendait et la voilà : à un mois du scrutin, la déferlante du Oui remplit tous les médias. Après la lamentable prestation télévisée de Chirac devant les jeunes, le ban et l'arrière-ban des partisans du traité constitutionnel sont conviés à monter au créneau.

C'est ainsi que Simone Weil a habilement joué du registre émotionnel en rappelant son passé de déportée sur l'esplanade des Droits de l'homme au Trocadéro. Egal à lui-même, Edmond Maire a glorifié les formidables avancées sociales de l'Europe dans les colonnes du Monde. Quant au père fouettard du Oui, Jacques Delors, il nous a traité de menteurs dans le Nouvel Observateur, lui qui avait annoncé la création de 10 millions d'emplois supplémentaires en Europe si le traité de Maastricht était adopté !

Mais nul n'a pu ravir la vedette à Lionel Jospin, très attendu et très écouté jeudi 28 avril sur France 2. Il y avait quelque chose de pathétique dans ce retour sous les projecteurs du retraité de l'île de Ré, accourant au secours de la direction du PS devenue inaudible pour son électorat et une bonne partie de ses militants. Il y avait surtout, par sa présence, la reconnaissance d'un fait mis en évidence par les enquêtes d'opinion : le Non est porté majoritairement par le peuple de gauche, et l'issue du scrutin dépendra de l'évolution des électeurs socialistes.

Tout à sa leçon, le professeur Jospin a commencé par nous apprendre qu'une constitution était « un cadre neutre ». Premier chahut dans la classe : ceux qui ont le souvenir de l'OCI, dont l'ancien premier secrétaire du PS fut le sous-marin, se rappelleront que l'organisation trotskiste a toujours fustigé « les institutions bonapartistes de la Vème République ». François Mitterrand prononça d'ailleurs la même condamnation dans son célèbre ouvrage « Le Coup d'Etat permanent » ; et l'ensemble de la gauche a toujours porté un jugement sévère contre « le pouvoir personnel institutionnalisé ». Alors « cadre neutre », si l'on s'en tient à celui qui nous régit depuis 1958...qu'avec légèreté ce bon Jospin s'exprime !

Puis nous avons appris, rassurés, que le Non de gauche « n'avait rien de commun avec le Non de l'extrême droite ». Dont acte. Mais c'était pour nous annoncer que les Oui, eux, étaient compatibles ! Terrible aveu, même s'il ne s'agit pas d'une révélation venant de l'un des deux co-signataires français (avec Chirac) du traité de Nice, qui a jeté les bases du plan Fillon contre nos retraites. Mais tout de même : voilà la sainte alliance de la droite libérale et du social-libéralisme reconnue en public par l'un de ses artisans. Et il s'étonnera de la désaffection des électeurs de gauche envers sa candidature en 2002 !

Tel le roi du conte, l'Europe est nue dans sa présentation jospinienne : elle n'est plus qu'un alibi pour la poursuite d'une politique dont le socle libéral ne varie pas au gré des alternances. Dans ces conditions, comme l'a justement dit Arnaud Montebourg à Libération, le retour de Jospin est « un passeport pour le désespoir ». Et comme le font remarquer les comités du Non socialiste d'Henri Emmanuelli, « le Oui de Jospin est apparu aussi socialiste que son projet en 2002 ».

A toutes fins utiles, la statue du commandeur sera remise sur le devant de la scène le 19 mai. D'ici là, la pression sur l'électorat n'aura fait qu'enfler. Pour la contrecarrer, nous devons maintenir le cap d'une campagne didactique et unitaire. Car si le Oui coule de source dans les médias, le Non de gauche, de l'aveu même de ses adversaires, a pour lui la force militante.

Une force qui puise son argumentation dans une actualité sociale ô combien éloquente : patron routier allant chercher des chauffeurs en Pologne pour les rémunérer le quart des salaires français, industriel délocalisant son usine en Roumanie et invitant cyniquement ses ouvriers à s'y installer... Voilà la « concurrence libre et non faussée » dans ses œuvres, voilà les conséquences du manque d'harmonisation sociale et fiscale entériné par le « traité constitutionnel » !

MAIS NON! MAIS NON!

MAIS NON! MAIS NON!

MAIS NON! MAIS NON! MAIS NON! MAIS NON! MAIS NON! MAIS NON!

## Faire du référendum du 29 mai une grande victoire de la République!

### 4 000 PERSONNES AVEC ATTAC

Le grand hangar du Parc des Expositions de la porte de Versailles a accueilli de très nombreux visiteurs tout au long de l'après-midi du samedi 30 avril. Le rassemblement d'ATTAC France n'a pas seulement permis de présenter les multiples raisons de voter Non au référendum ; il a également facilité la rencontre entre les militants de l'Hexagone et des délégations venues des quatre coins de l'Union Européenne, mais aussi de contrées plus lointaines, telles le Burundi, le Venezuela, les Etats-Unis ou la Tunisie.

Le président d'honneur de l'association, Bernard Cassen, a défendu un Non pro-européen et internationaliste. « Dans son histoire, la France a déjà prononcé des Non fondateurs et courageux », a-t-il rappelé, « je pense à 1789, à 1968 ou, plus récemment, avant la guerre en Irak. La France s'est peut-être isolée des gouvernements, mais elle a été à l'unisson des peuples. Elle a été en avance, à l'avant-garde ».

Une militante autrichienne a expliqué qu'en l'absence de référendum dans son pays, « on place tous nos espoirs dans votre Non ». Représentant d'ATTAC Belgique, Jean-Marie Coen s'est félicité de « l'irruption des citoyens dans le débat sur l'Union Européenne, qui constitue un événement politique majeur ».

### OSKAR LAFONTAINE POUR LE NON

Plus de 500 000 personnes ont manifesté le 1er mai dans toute l'Allemagne contre la politique du gouvernement Schröder. Quelques jours plus tôt, Oskar Lafontaine, ancien président du SPD et ancien ministre des finances de ce gouvernement, a accordé une interview à l'Humanité dans laquelle il se prononce pour le Non au «traité constitutionnel».

« Je pense depuis longtemps que l'Union Européenne s'est engagée dans une mauvaise voie », déclare le leader de la gauche du SPD, qui dénonce en particulier les règles de fonctionnement de la Banque centrale européenne : « Elles sont dévouées uniquement à la stabilité des prix ce qui constitue un défaut de fabrication fondamental. La BCE devrait aussi avoir l'obligation de soutenir la création d'emplois comme la banque centrale des Etats-Unis. Tant que ces règles de base ne seront pas changées, la situation de l'économie européenne continuera à se dégrader par rapport à celle d'autres régions du monde ».

Estimant que l'Europe à 25 est devenue trop grande, Lafontaine appelle de ses vœux « une fédération franco-allemande, une construction à partir d'un noyau dur européen qui puisse fonctionner sur la base d'une autre politique économique et sociale. »

### 400 SYNDICALISTES APPELLENT A VOTER NON

Ils sont 400 à l'origine d'un appel unitaire en faveur du Non, 400 militants syndicaux de la CGT, de la FSU, de l'Union syndicale Solidaires, de l'UNEF, du Syndicat de la médecine générale, de l'Union syndicale de la psychiatrie, et pour quelques uns de l'UNSA. Signatures et contacts :  
jean-michel.drevon@fsu.fr  
christian.pilichowski@ftm-cgt.fr  
khalfa@solidaires.org

### ARTISTES, UNIVERSITAIRES, CHERCHEURS

Eux aussi appellent à voter Non. Ils sont déjà des centaines à avoir signé, avec Ariane Ascaride, Dominique Cabrera, Raoul-Marc Jennar, Armand Mattelart, Dominique Jamet, Henri Pena-Ruiz ou Ernest Pignon-Ernest...  
On peut se joindre à eux en écrivant à [jeromepourlenon@wanadoo.fr](mailto:jeromepourlenon@wanadoo.fr)

## HUMEUR: « SI LA FRANCE VOTE NON, IL FAUDRA ROUVRIRE LE DEBAT EUROPEEN »

*Commissaire européen en charge de la Justice, de la Sécurité et des Libertés, Franco Frattini a accordé un entretien au Figaro (daté du 27 avril), dans lequel il se prononce pour une renégociation du traité en cas de victoire du Non en France. Extraits.*

*LE FIGARO : Que se passera-t-il en Europe si la France vote Non au référendum sur la Constitution ?*

« Sur le plan politique, d'abord, ce sera bien plus grave qu'un Non britannique, car le processus d'intégration européenne va se bloquer. Ce blocage durera dix-huit mois ou plus encore. L'Europe ne pourra pas aller plus avant sans la France. Sur le plan juridique ensuite, le Conseil européen n'a pas évoqué clairement les conséquences d'un rejet du traité par un ou plusieurs pays. Mais avec un Non français, il sera difficile de continuer à parler de constitution, ou de traité constitutionnel. A mon avis, on va devoir rouvrir le débat public européen. Si la France, pays fondateur, vote Non, cela démontrera qu'il y a un déficit de légitimité populaire en Europe. Il faudra

alors engager le débat bien plus largement, notamment avec les Parlements nationaux.

*LE FIGARO : Le débat européen n'a-t-il pas déjà eu lieu dans le cadre de la Convention puis de la CIG (Conférence Intergouvernementale) ?*

Si bien sûr. Mais il faudra le rouvrir. On ne sait pas encore aujourd'hui quelle forme prendra ce débat : s'agira-t-il d'une nouvelle Convention ? D'une autre conférence intergouvernementale ? Personne ne sait. Mais si un pays comme la France dit Non, on ne va pas le faire voter une seconde fois. C'est impossible. Donc il faudra se poser et se demander : quelle Europe voulons-nous ? Juste un marché unique ? Un espace commun de sécurité et de défense ? Ou autre chose encore... Pour y parvenir, veut-on d'un instrument de niveau constitutionnel ou pas ? Une fois ouvert, ce débat pourrait amener certains pays à créer des coopérations renforcées, hors traité, sur la défense ou la sécurité par exemple. On peut faire beaucoup de choses en dehors des traités... mais cela n'aurait pas la même portée politique que la Constitution.